

Liste front unique

BREDA Yvon - SNES - 93
ANKAOUA Yves - SNUipp - 34
SAINT-LAGER Marie-Claire - SNCS - 38
PANTHOU Eric - SNASUB - 63
BARATHON Julien - SNES - 63
DUTHEIL Denis - SNUipp - 92
GALTIER Fabrice - SNESup - 34
LINQUÉ Benoît - SNASUB - 75
FAUGIER Thierry - SNES - 63
RIZZO Robert - SNUEP - 13
ROUSSELY Delphine - SNES - 84
BLÉAGENT Yannick - SNUipp - 03
SPINAZZÉ Jean-Michel - SNES - 30
QUINSON Laurent - SNASUB - 69
CLERMONT Agnès - SNES - 92
SCHNEIDER Mireille - SNES - 57
BERNARD Denis - SNUipp - 54
MICHEL Boris - SNEP - 18
AURAND Patrice - SNASUB - 94
LESTANG Olivier - SNES - 75
BELLOIR Pierre - SNES - 74
GORCE Julien - SNUipp - 93
MICHEL Roland - SNES - 63
MAURO Benoît - SNES - 93
DORY Franck - SNES - 66
DEBAIR Martine - SNUipp - 93
VALYI Etienne - SNASUB - 69
GODARD Jean-François - SNUEP - 63
CHUZEVILLE Edouard - SNES - 69
LETOUBLON Antoine - SNESup - 35
ROUGERIE Olivier - SNES - 63
BURLAUD Julie - SNEP - 18
ROBERT Frédéric - SNES - 34
GUICHENDUCQ Stéphane - SnuACTE - 54
ROUSSELY Jean Louis - SNES - 63
VINCENT Sandrine - SNUTEFI - 77
SUBIRATS Nathalie - SNES - 971
COLLET Michelle - SNASUB - 76
ACHARD Gérard - SNUipp - 03
HAMEL Arnaud - SNASUB - 75
VOLDOIRE Bernard - SNES - 63
LÉ Mathias - SNCS - 75
LE MOINE Stéphane - SNUipp - 91
HERLAUT Alexandra - SNES - HdF
QUILLET Julien - SNESup - 63
DUVAUCHELLE Philippe - SNESup - 69
CORSIN André - SNUipp - 71
THOMAS Olivier - SNES - 92
GASPARD Christine - SNES - 74
SEYTIER Marlène - SNASUB - 69
OUALLET Stéphane - SNEP - 84
DE MAUPEOU Anne - SNASUB - 59
NEULLAS Hélène - SNES - 63
COVELO David - SNES - 84
LAHAYE Laure - SNASUB - 75
MASSABEAU Katia - SNUipp - 92
ROUSSELY Catherine - SNES - 63
KAPUSTA Frédéric - SNCS - 75
BOILLET Jérôme - SNASUB - 75
RUIZ Isabel - SNUEP - 06
GUICHENDUCQ Chantal - SNUipp - 54
FIGUE Richard - SNES - 03
ROUET Philippe - SNASUB - 974
BERTHET Catherine - SNESup - 69
LAZUECH Frédéric - SNASUB - 63
CHATILLON Sebastien - SNES - 74
DOMINGO Laurent - SNES - 13
BELLVER Elodie - SNUipp - 34
BIANCHI Myriam - SNES - 54
TONNERRE Jean-Marc - SNCS - 38
AUBAILLY Olivier - SNASUB - 69
GIRARD Lucienne - SNES - 88
AGNEL Marie Céline - SNASUB - SNASUB - 31
FESTAS Anne - SNES - 15
VIVIEN Sandy - SNUipp - 17
PAPIN Bernadette - SNES - 54
DROULON Corine - SNASUB - 61

Front unique

*Alors que la crise du capitalisme ne cesse de s'aggraver
et va sévir toujours plus durement,
Face à un gouvernement qui promet aux capitalistes
« sa détermination totale » à satisfaire leurs exigences,*

**– Aucun soutien au gouvernement
Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel.**

**– Rupture de la concertation visant à de nouvelles attaques
contre les travailleurs et la jeunesse.**

**– Front Unique des organisations contre la ratification du
nouveau traité européen et contre le budget 2013.**

Hollande et la majorité PS-PCF ont été élus par les travailleurs face à Sarkozy et aux partis bourgeois soutenus par le MEDEF. Le gouvernement PS-EELV-Radicaux de Gauche gouverne pour le MEDEF contre les travailleurs !

Il y a quelques mois, les travailleurs ont chassé Sarkozy, élu une majorité PS PCF. Le courant Front Unique a combattu pour que la FSU prenne position pour le vote PS-PCF-PG, sans aucun soutien au programme de ces partis, contre Sarkozy et les partis bourgeois. La direction de la FSU s'est jusqu'au bout opposée à tout appel à voter. Mais, dès la mise en place du gouvernement, elle se félicitait de la constitution du gouvernement PS-EELV-Radicaux de Gauche, établi sur une base strictement inverse à ce pourquoi les travailleurs avaient voté. Ainsi, dès cet été, ce gouvernement a manifesté le même acharnement contre les Roms que le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Face à une crise du capitalisme aux effets toujours plus dévastateurs, le gouvernement a décidé de répondre, se soumettant servilement aux exigences du MEDEF, en programmant un nouveau train de contre-réformes : réforme du droit du travail visant à faciliter les licenciements et instaurant la flexibilité, réforme de destruction de la Sécurité Sociale (remplacement des cotisations patronales par la CSG et (ou) la fiscalité indirecte). Et c'est encore et toujours par le « dialogue social » auquel coopèrent totalement les dirigeants syndicaux qu'il entend mener à bien ces contre-réformes.

Dans le même temps, alors que le chômage bat des records, le gouvernement a entériné le plan de PSA supprimant directement ou indirectement des dizaines de milliers d'emplois. Le « collectif budgétaire » adopté par l'Assemblée (avec le vote des députés PS et Front de Gauche) a confirmé la quasi-totalité des 22 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique. Le budget 2013 se prépare dans la continuité des budgets Sarkozy-Fillon. La RGPP, en fait, continue : les quelques créations de postes dans l'enseignement – et surtout dans la police – seront lourdement payées par les autres ministères véritablement saignés. Il ne peut en être autrement quand le gouvernement s'engage à payer la dette rubis sur l'ongle et à faire adopter le traité européen TSCG. En clair, les travailleurs doivent payer toujours plus pour les milliards donnés pour renflouer les banques et à nouveau aux patrons de l'automobile. Pour les fonctionnaires, cela signifie suppressions de postes, blocage des salaires, remise en cause des progressions de carrière annoncée par Lebranchu, ministre de la FP.

De la participation à la « Conférence sociale » à la co-élaboration de la « loi de refondation » sur l'éducation, la direction de la FSU soumet totalement son orientation aux objectifs du gouvernement

Depuis mai, la direction de la FSU a participé avec enthousiasme à la « conférence sociale » de juillet, toute entière ordonnée par l'impératif patronal de rétablissement de la « compétitivité » des entreprises. Elle s'est dressée contre l'exigence minimale de rétablissement des 14 000 postes

d'enseignants supprimés par Sarkozy-Fillon au budget 2012, jugeant « positivement » les « mesures d'urgence » annoncées par Peillon (dans le secondaire, création de 2500 emplois précaires pour 100 postes statutaires !). Elle a exigé... l'application d'une des dernières lois Sarkozy-Fillon : la loi Sauvadet instaurant le recrutement en CDI (donc sous statut de droit privé) dans la Fonction Publique. A l'exigence du rétablissement des postes supprimés par Sarkozy-Fillon et à l'abrogation de la contre-réforme de la formation, la direction de la FSU oppose, à la suite du gouvernement, une politique de « pré-recrutement ». Or, le « pré-recrutement » prévu par celui-ci, c'est le recrutement par les établissements d'une main d'œuvre juvénile à 900 euros par mois, bourses comprises, pendant trois ans, sous statut de droit privé, chargée de toutes sortes de tâches y compris d'enseignement en dernière année (« emplois d'avenir »). C'est donc une attaque majeure contre le statut des enseignants, et c'est le contraire exact de ce qu'étaient les IPES et les écoles normales autrefois !

Depuis deux mois, les dirigeants syndicaux sont engagés dans une concertation avec le gouvernement pour l'élaboration d'une « loi d'orientation » soumise en novembre à l'Assemblée. C'est dans cette perspective que sont convoqués les « États généraux » du SNES. Les textes de « référence » de cette concertation (rapport Pochard et sur les rythmes scolaires commandés par Sarkozy) en indiquent le but : liquidation des décrets statutaires (notamment ceux de 1950), annualisation des services, remise en cause des diplômes nationaux anonymes, amputation des congés d'été donc surtravail gratuit pour les enseignants ce qu'a confirmé Peillon.

Ils sont aussi engagés dans les Assises de l'enseignement supérieur et la recherche convoquées pour « corriger » la LRU. En fait il s'agit d'avancer encore plus loin vers la privatisation des universités, la liquidation des organismes de recherche, brisant le cadre national des statuts et des diplômes.

Rupture de la concertation ! Défense des véritables revendications.

La FSU a besoin d'une toute autre orientation. Elle doit rompre la concertation qui se fait sur les exigences du MEDEF auquel Ayrault a fait allégeance et combattre pour :
-L'arrêt des suppressions de postes dans toute la Fonction Publique ;

-L'abrogation de la loi sur les « emplois d'avenir » et à l'inverse le rétablissement des postes supprimés ;

-L'abrogation de la loi Sauvadet et la titularisation des précaires dans le cadre du statut général de la FP ;

-L'abrogation pure et simple des contre-réformes Sarkozy-Fillon (formation des maîtres, décret de 2009 contre les enseignants-chercheurs, LRU, IDEX, SMA, réforme du lycée, des LP, ÉCLAIR, socle, journée de carence etc.) ;

-Le retrait de la contre-réforme des retraites, la défense de la Sécurité Sociale fondée sur le salaire différé ;

-L'augmentation massive des salaires et leur indexation sur les prix (échelle mobile) et non sur la croissance.

La FSU doit dire : « Non au paiement de la dette ! ». Pour briser la dictature des banques, elle doit se prononcer pour l'expropriation des banques

Mais pour défendre sérieusement de telles revendications, la direction de la FSU doit commencer par dire : « la dette n'est pas celle des travailleurs » et se prononcer pour son non-paiement (et évidemment contre la ratification du TSCG). Elle doit exiger la nationalisation sans indemnités ni rachat des banques car aucune revendication ne peut être satisfaite sans s'en prendre au capital, à commencer par les banques dont la dictature doit être brisée.

Le budget 2013 est tout entier soumis à l'impératif de « réduction des déficits ». Il va se traduire par des milliers de suppressions de postes et la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Parisot pour le MEDEF l'a indiqué clairement le 3 septembre : « L'épreuve de vérité, c'est le budget qui doit être un budget pro-entreprise ». À cet égard le gouvernement et ses dix ministres présents à l'université du MEDEF ont déjà donné toute garantie ! C'est la responsabilité de la FSU d'exiger de la majorité PS-PCF-PG de refuser de voter un tel budget.

Dans ce but elle doit proposer aux autres organisations syndicales l'organisation d'une manifestation centrale à l'Assemblée au moment de la discussion parlementaire pour exiger de la majorité PS-PC-PG :

-Ne ratifiez pas le TSCG

-Ne votez pas le budget 2013.

**Votez, faites voter largement
Front Unique!**

Contact : mel@frontunique.com

Le 8 septembre 2012

HOFFMANN Nicolas - SNES - 74
SENS-MEYÉ André - SNES - 84
FAYOLLE Xavier - SNASUB - 94
MICHEL Claire - SNES - 63
AVRIL Annie - SNASUB - 69
JÉZÉQUEL Véronique - SNCS - 44
THOMAS Laurent - SNES - 12
CHACORNAS Kareen - SNUipp - 30
DUCLAUD Guy - SNEP - 36
BRESSAN Frédéric - SNASUB - 62
KRYN Didier - SNCS - 75
GAILLARD Nicole - SNASUB - 69
PANIANDY Emilie - SNUipp - 74
ROUISSI Ahmed - SNES - 75
MAILLARD Jean-Marie - SNCS - 75
CAZAUX Michel - SNES - 84
RENAULT Mathilde - SNUipp - 87
PALMEIRA Lucie - SNES - 91
FAIVRE Rose-Marie - SNUipp - 92
DROUIN Josiane - SNASUB - 94
JOLIVET Rosemarie - SNES - 30
AÏT-SAÏD Toufik - SNES - 06
SÉROT Yann - SNASUB - 31
PEREZ Claude - SNUipp - 34
GALÉRA Rose-Marie - SNCS - 38
CUNY Christophe - SNES - 54
BARRAT Pierre - SNUipp - 63
TORKINGTON Sally - SNES - 84
CHIZAT SAINT LAGER Colette - SNUipp - 69
ANDERSON Gail - SNES - 74
DELÉTANG Céline - SNASUB - 75
BOUCHÈRE Sébastien - SNEP - 76
YASSINE Malika - SNES - 84
DEVILLE Arlette - SNASUB - 86
JEZEQUEL Christel - SNES - 91
BERTAGNIN Pierre - SNES - 92
GONO Aurélie - SNESup - 92
LORVELLEC Gaëlle - SNES - 93
BAUDRY Mireille - SNEP - 971
DARRAGON Manon - SNES - 972
DERUEL Lorie - SNUipp - 03
JONQUET Gilles - SNES - 30
FLAVIER Nicole - SNUipp - 34
FELTEN Agnes - SNES - 54
ALBERTI Brigitte - SNUAS-FP - 84
DEGUIN Marie-Madeleine - SNASUB - 69
POTHUS Sarah - SNES - 74
CORNEZ Sophie - SNES - 84
ROUSSEAU Nathalie - SNES - 91
GUINOT Catherine - SNASUB - 974
IMBERT Laurence - SNUipp - 18
LACAGE Martine - SNES - 34
DELÉTANG Monique - SNUipp - 51
SEROT Isabelle - SNES - 63
PERARD Véronique - SNES - 74
QUINSAC Sébastien - SNES - 74
BOSSUYT Arnaud - SNASUB - 75
ELAHOUËL Fatiah - SNES - 84
CHAUMART CORINNE - SNES - 92
LEVARDON-CADET Valérie - SNASUB - 974
LOPEZ Juan Antonio - SNUipp - 34
DEBRET Catherine - SNES - 57
PETRIZELLI Isabelle - SNASUB - 69
PIERRON Emmanuelle - SNASUB - 75
TAILLADE Isabelle - SNES - 84
MONTARNAL Véronique - SNES - 92
GUILON Marc - SNES - 972
CARBONNEL Aurélie - SNES - 84
VANET Etienne - SNES - 74
CHAPON Françoise - SNEP - 84
DUPOUX Odile - SNES - 63
SAINTE-COLOMBE Claude - SNES - 63
BAUDRY Dominique - SNASUB - 63